

Les syndicats d'Inbev calent sur les salaires non payés

Les syndicats ouvriers d'Inbev ne répondront pas à une invitation de la direction afin de discuter, ce mardi, du paiement des salaires des ouvriers durant la grève des employés survenue le 25 avril. Les ouvriers de l'équipe du soir n'avaient pu travailler à cause du blocage de l'entrée par les grévistes. La direction de la brasserie de Louvain avait fait savoir qu'elle ne paierait pas les salaires des ouvriers qui avaient refusé de signer un document mentionnant qu'ils désiraient travailler. En réaction, les syndicats déposeront un préavis de grève.

Deutsche Telekom convoiterait Sprint Nextel

L'opérateur allemand Deutsche Telekom réfléchit au lancement d'une offre sur l'Américain Sprint Nextel qui, en cas de succès, le catapulterait au premier rang sur le marché de la téléphonie mobile aux Etats-Unis, selon le «Wall Street Journal». La réflexion de Deutsche Telekom n'est encore qu'à une phase préliminaire et, si le groupe allemand devait finalement décider de passer à l'offensive, ce pourrait ne pas être avant plusieurs semaines, voire plusieurs mois, ajoute le quotidien sur son site. Samedi, le ma-

gazine «Der Spiegel» avait été le premier à évoquer cette piste. «Le projet Sprint figure en tête de liste des priorités» de Telekom, affirmait l'hebdomadaire. Deutsche Telekom a une capitalisation boursière de l'ordre de 79 milliards de dollars, contre 22 milliards pour Sprint Nextel. Une prise de contrôle de Sprint ferait de Telekom un acteur de poids sur le marché US de la téléphonie mobile, où il n'occupe pour l'instant que la quatrième place, avec 28,7 millions de clients contre 54 millions pour Sprint Nextel.

Dreamliner: Boeing dément de nouveaux retards

Le constructeur aéronautique américain Boeing a assuré samedi que le calendrier de lancement de son nouveau modèle B787 «Dreamliner» était inchangé, démentant des informations de presse selon lesquelles il aurait pris neuf mois de retard supplémentaires. Le calendrier de lancement «est exactement celui que nous avons annoncé en avril», a déclaré Boeing. Le 9 avril, il avait annoncé qu'il repoussait au troisième trimestre 2009 les premières livraisons de son nouvel appareil, portant à un an et demi son retard total.

Deminor n'a pas perturbé l'AG d'Omega Pharma

Les quelque cinquante questions posées par Deminor au cours de l'assemblée générale d'Omega Pharma et qui tournaient essentiellement autour de la bonne gouvernance n'ont pas ému outre mesure les quarante actionnaires présents dans l'assemblée (8,5 millions d'actions représentées)... ni le management de l'entreprise. Marc Courcke, visé pour son rôle réel en 2007 et ses émoluments, s'est défendu. Et il a confirmé les prévisions d'Omega Pharma pour l'ensemble de 2008 (3 à 7 % de croissance).

Les ventes de Fixinox en hausse de 32%

La société spécialisée dans l'isolation extérieure des bâtiments Fixinox a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires en hausse de 32% à 5,63 millions d'euros. Le résultat après impôts de cette société cotée depuis janvier sur le Marché libre d'Euronext Bruxelles a atteint 280.000 euros, ce qui est légèrement supérieur aux prévisions du groupe qui tablait sur un bénéfice net de 0,27 million et chiffre d'affaires de 5,50 millions.

En 2006, elle avait dégagé un bénéfice net de 0,09 million d'euros (-52%) pour un chiffre d'affaires de 4,27 millions d'euros, en hausse de 8%. Pour 2008, la direction avait annoncé fin de l'an dernier prévoir un bénéfice net de 0,42 million et un chiffre d'affaires de 6,33 millions.

Au titre de l'exercice 2007, la société distribuera un dividende de 0,06 euro par action.

EXPANSION À L'ÉTRANGER

Fixinox confirme également ses ambitions de développement à l'international (Europe et Moyen-Orient) dans le cadre de l'ouverture de filiales locales. Elle a engagé un nouveau directeur international, M. Tasse, qui peut se targuer d'une expérience de vingt ans dans l'ouverture de marchés à l'export, annonce Fixinox dans son communiqué.

L'entreprise dont le siège est établi à Lambusart (Fleurus) conçoit, produit et distribue des fixations en acier inoxydable à destination de l'industrie de la construction à faible consommation d'énergie (bâtiments «énergie»). Elle est implantée à Anvers, Charleroi et Paris depuis 2007. ◇

Energie

La CBFA suspend Distrigaz pendant que Sarkozy défend EDF

La vente de Distrigaz est une question de semaines. De quoi faire monter la pression sur les chances de chacun.

Nouvelle tension sur le titre Distrigaz. Vendredi, le cours de la filiale gazière de Suez avait carrement pris 8,8% sur Euronext Bruxelles pour clôturer la semaine à 6.251 euros. Hier, il a encore grimpé de 3,6% (6.476 euros) mais a été stoppé dans sa progression par une suspension technique décrétée par la Commission bancaire, financière et des assurances (CBFA) en cours d'après-midi.

«Il s'agit d'une suspension à titre préventif, explique Veerle Deschrijver, porte-parole de la CBFA. C'est une pratique à laquelle nous pouvons recourir lorsque nous constatons des variations de cours importantes sans qu'elles soient justifiées par une communication officielle.» Le gendarme belge des marchés a déclaré attendre des «informations adéquates» de la part de l'entreprise.

LES ACTIONNAIRES ATTENDENT

Ce n'est pas une première. Depuis que l'on sait que Distrigaz sera vendu dans la foulée de la fusion entre Suez, actionnaire à 57,25%, et Gaz de France, l'action a déjà été suspendue une première fois en novembre. A l'époque, il y avait eu maladresse sur des déclarations de EDF. Aujourd'hui, c'est vraisemblablement les supputations sur les chances des trois candidats intégrés dans un short list (ENI, E.ON



Nicolas Sarkozy et Yves Leterme, malgré une bonne entente de façade, restent divisés sur le traitement de la fusion entre Suez et EDF.

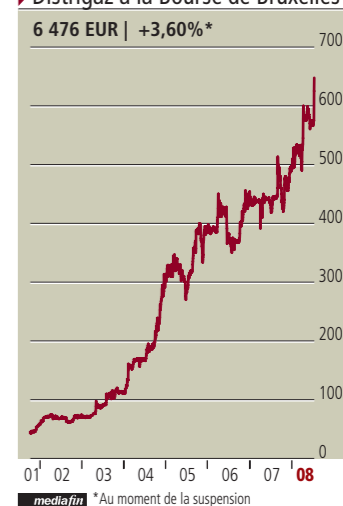
et EDF) qui font chauffer le cours. En fin de semaine dernière, des informations laissaient clairement entendre que c'était l'Italien Eni qui était pressenti pour prendre pied en Belgique. Chez Suez, à la veille de l'assemblée générale annuelle qui doit se tenir

ce mardi à Paris, on s'étonne des vagues faites par le dossier Distrigaz. Pour le groupe énergétique franco-belge, la procédure suit son cours au niveau des trois candidats présélectionnés. Les dossiers ont été transmis à la Commission et la vente devrait se faire dans la foulée

de la fusion. Quand? En principe, avant la fin du premier semestre 2008. Mais les futurs mariés attendent toujours que le comité d'entreprise de GDF se prononce sur la fusion. Sans cet avis (favorable ou pas), ils ne peuvent toujours pas convoquer les assemblées pour

avaliser leur union. Une réunion était prévue mi-mai, mais elle a encore été reportée. Or, pour une fusion avant la fin du mois de juin, il faut que les convocations aux assemblées partent au plus tard fin mai... En attendant, Yves Leterme a rendu,

Distrigaz à la Bourse de Bruxelles



hier, une visite au président français Sarkozy, au cours de laquelle les intérêts belges dans la fusion GDF Suez ont été abordés. Le Premier ministre belge est resté évasif sur le sujet. Dans l'entourage de Nicolas Sarkozy, on précise par contre que le président français a insisté pour que EDF, sous contrôle de l'Etat français, soit considéré sur pied d'égalité avec les deux autres concurrents dans le dossier Distrigaz. On sait en effet que le gouvernement belge craint un «duopole français» sur son marché national. D'où la préférence qui serait donnée à ENI ou à E.ON pour venir concurrencer Electrabel sur le marché belge. ◇ J.-M. L.

Axa investit 50 millions à la gare du Nord

Axa Belgium SA a racheté à Belgocontrol la part de cette dernière dans le Centre de Communication Nord (CCN), le complexe immobilier situé à l'avant-plan de la gare du Nord à Bruxelles.

La transaction porte sur 19.900 m² de bureaux, 1.386 m² d'archives et 145 emplacements de parking pour un montant, s'il faut en croire «La Dernière Heure», légèrement supérieur à 50 millions d'euros.

La partie rachetée par Axa représente 35% environ de la superficie totale du CCN.

Elle est concentrée sur le socle de l'immeuble (étages 1 à 5) construit au-dessus de la gare. Ces 19.900 m² sont loués pour moitié à la Région de Bruxelles-Capitale et pour moi-

tié à la Régie des Bâtiments. Mais la Région de Bruxelles-Capitale est aussi le plus grand co-propriétaire du complexe (60%). Elle est désormais suivie par Axa (35%), le solde étant la propriété de La Poste et de la SNCB.

Le CCN a été construit en 1975 et agrandi en 1992.

«Si nous avons acheté, dit-on chez Axa, c'est pour trois raisons.» D'abord pour l'emplacement: le quartier Nord est l'un des quartiers de bureaux les plus performants de Bruxelles et il est fort bien desservi par les transports en commun; ensuite pour la structure de l'immeuble et la taille de ses plateaux de bureaux (jusqu'à 5.000 m², ce qui est exceptionnel à Bruxelles et permet d'optimiser plus facilement leur occupation); enfin pour «la stabilité locative» de l'ensemble puisque la superficie rachetée est occupée par le secteur public, de surcroît avec des baux à long terme courant jusqu'en 2014.



Axa possède désormais 35% de la superficie totale du CCN.

Photo: Nima Karamov

J.B.L.

ÉNERGIE LES CANDIDATS AU RACHAT ONT JUSQU'À VENDREDI POUR DÉPOSER LEURS OFFRES

Le duo EDF/Centrica en «pool position» pour British Energy

Les candidats au rachat de British Energy (BE), premier producteur d'énergie du Royaume-Uni, ont jusqu'à vendredi pour déposer leur offre, écrit le «Sunday Times», citant le duo EDF/Centrica comme étant le plus avancé. Selon le journal, la banque conseil de British Energy, NM Rothschild, a en effet demandé que les offres formelles soient déposées d'ici vendredi.

L'électricien public français EDF et le Britannique Centrica discutent depuis plusieurs semaines pour concocter une offre conjointe portant sur 11 milliards de livres (14,07 milliards d'euros). Le prix de départ serait de 640 pence par action, soit près de 90 pence en-dessous du prix de clôture de vendredi à la Bourse de Londres, écrit le journal. La société commune serait détenue à 25% par Centrica et 75% par EDF, une solution qui aurait la préférence du gouvernement britannique (qui détient un tiers de British Energy) du fait de la présence d'un acteur local, souligne le média, précisant que Centrica discute toujours avec d'autres candidats potentiels et qu'EDF se réserve la possibilité d'agir en solo. Toujours selon le journal, cinq groupes seraient en train de procé-

der à un audit d'acquisition («due diligence»). Outre EDF et Centrica, y figurent l'Allemand RWE, le Français Suez et l'Espagnol Iberdrola. Mais la presse allemande rapportait que RWE pourrait renoncer après le retrait de son partenaire suédois Vattenfall dont le projet, d'après la presse suédoise, aurait été bloqué par le gouvernement qui est opposé à l'énergie nucléaire.



A cause du nucléaire, le Suédois Vattenfall aurait été contraint par son gouvernement à renoncer à son projet de rachat de British Energy.

En effet, la ministre suédoise de l'Industrie aurait bloqué le projet de Vattenfall de lancer une offre conjointe avec l'Allemand RWE sur le producteur d'énergie nucléaire britannique British Energy, affirme le quotidien «Dagens Industri».

Maud Olofsson aurait mis son veto au projet de l'entreprise publique suédoise par crainte que l'opération soit davantage une affaire po-

litique que commerciale. Le ministre s'est refusé à tout commentaire.

La coalition gouvernementale de centre-droit au pouvoir en Suède, opposée à l'énergie nucléaire pour des raisons environnementales, ne devrait pas donner son aval à des projets aboutissant à l'augmentation des actifs de l'Etat suédois dans le secteur nucléaire.

Le président de Vattenfall, Dag Klackenberg, aurait été informé de la position de la ministre lors d'une réunion extraordinaire du conseil d'administration, affirme encore le quotidien suédois. Des discussions seraient en cours entre Vattenfall et British Energy. Ce dernier serait disposé à avoir Vattenfall comme actionnaire, selon le journal, qui cite une source faisant état d'une prise de participation d'environ 20%. British Energy, spécialiste du nucléaire avec huit centrales, est promis à un fort développement avec la volonté affichée par la Grande-Bretagne de renforcer cette énergie. La semaine dernière, le «Times» affirmait que RWE et Vattenfall auraient décidé de joindre leurs forces en prévision de la bataille qui se dessine pour la conquête de British Energy. ◇ AFP

Assemblée sans surprise à la Sofina

Les actionnaires de la société d'investissement Sofina se sont réunis très brièvement lundi après-midi à l'occasion de leur assemblée générale annuelle. Pas moins de 18.917.243 actions étaient représentées.

A la demande d'Yves Boël, président du conseil d'administration de Sofina, la séance a débuté par une minute de silence en hommage au Comte Boël, décédé en juillet 2007. Ensuite, tous les points figurant à l'ordre du jour ont été expédiés en une dizaine de minutes, aucun actionnaire n'ayant eu à interroger le conseil d'administration.

Les propositions ont été approuvées à l'unanimité ou à une large majorité, dont la distribution d'un dividende net de 1,15 euro par action payable à partir du 9 mai 2008. Le dividende est en augmentation de 7,5% par rapport à celui distribué au titre de l'année précédente.

Le mandat d'Yves Boël au conseil d'administration a été renouvelé pour une durée de trois ans. Le holding a, pour rappel, dégagé l'an dernier un résultat net, part de groupe, de 262,53 millions d'euros contre 229 millions en 2006. Il a généré des produits de 313,44 millions d'euros contre 245,77 millions. ◇ I.D.